

MAT LET

À MOINDRES RISQUES

immersion
en « ~~salle~~
de shoot »
conso

DOSSIER DE PRESSE



La Boîte à Bulles



Autodidacte, **MAT LET** s'est lancé à plein-temps dans le dessin en 2017, axant sa pratique sur le reportage et le dessin *in-situ*. Il réalise de nombreux carnets de voyage, que ce soit dans de lointains pays (Iran, Brésil...) ou dans le métro parisien.

Il est aussi illustrateur et facilitateur graphique et travaille avec de nombreuses institutions et ONG, dont Médecins du Monde.

En 2020, il publie en auto-édition *28m² - Carnet de confinement*, chronique douce-amère de son vécu de la pandémie dans son petit appartement parisien. C'est la lecture de cet ouvrage qui donne à ses contacts de Médecins du Monde l'idée de l'envoyer dessiner à la salle de consommation à moindre risque. Pendant un an et demi, il découvre ce lieu son carnet à la main, se servant du dessin sur le vif comme outil de médiation pour aller à la rencontre des usagers et travailleurs de la salle.

À moindres risques est sa première bande-dessinée.



GAÏA PARIS

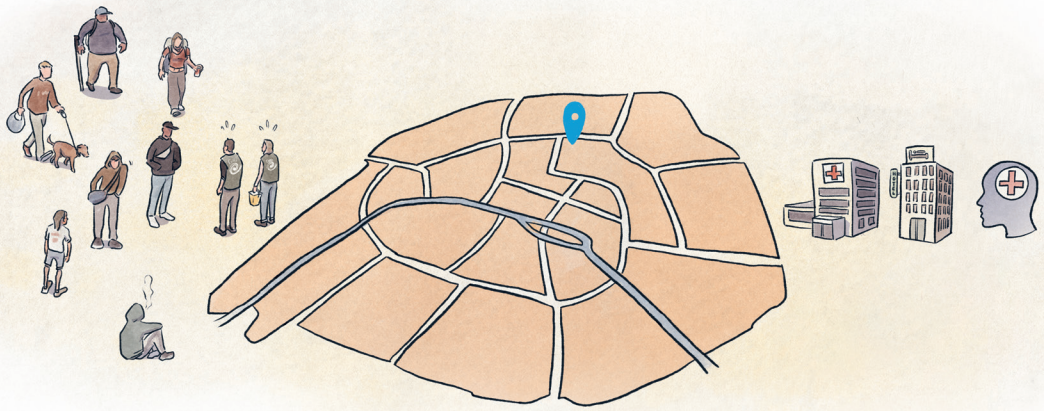
Fondée et soutenue par Médecins du Monde depuis 2005, l'association Gaïa-Paris suit la démarche suivante : partir de la demande et des projets des consommateurs de substances pour pouvoir améliorer le contexte social, médical et psychologique de l'usage de drogues et *in fine* mieux prendre en compte leur propre santé.

Depuis 2006, elle gère un centre de soins, d'accueil et de prévention en addictologie (CSAPA) et un centre d'accueil, d'accompagnement et de réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD). Depuis 2016, elle est en charge de la salle de consommation à moindres risques, l'Espace Gaïa.



MÉDECINS DU MONDE

Fondée en 1980, Médecins du Monde est une ONG de solidarité internationale intervenant en France comme à l'étranger auprès des populations les plus vulnérables. Dès 1989, elle met en place à Paris des programmes d'échanges de seringues, initiant une démarche de réduction des risques encore illégale. Aujourd'hui, Médecins du Monde est présente en France et à l'international avec une dizaine de programmes sur la réduction des risques liée à la consommation de drogues.



Située à proximité de la gare du Nord dans le 10^e arrondissement de Paris, l'Espace Gaïa est la seule salle de consommation à moindres risques de la capitale. Adossée à l'hôpital Lariboisière, la structure fondée en 2016 fournit un espace sécurisé aux usagers de drogues pour consommer leur substance, avoir accès à des services de soins et à des dispositifs de suivi social. Évidemment, aucun produit n'est fourni sur place.

Au sein de l'Espace Gaïa, trois types de salariés sont présents. Il y a les éducateurs et éducatrices, les infirmier-e-s et les assistant-e-s sociaux. Sur site, un psychiatre intervient également à mi-temps. À l'année, une vingtaine de bénévoles assistent également les professionnel-le-s. En 2023, la salle a accueilli 781 usagers différents, pour un total de 70 888 consommations. Soit, en moyenne, près de 194 consommations par jour sur site.

SOMMAIRE

Les risques de la consommation	p. 4-5
L'accueil à l'espace Gaïa	p. 6-7
Les différents produits consommés	p. 8-9
Contexte historique	p. 10-11
Au-delà de la consommation	p. 12-13
La réduction des risques ailleurs en France et dans le monde	p. 14-15

LES RISQUES DE LA CONSOMMATION

Plus qu'un simple espace de consommation, les salles de réductions de risques assurent également une certaine sécurité aux usagers. Car dans la rue, les dangers sont nombreux, entre risques sanitaires, violence physique ou agressions sexuelles.



Toutes les nuits, je me faisais agresser par des mecs qui voulaient me piquer ma guitare.

Dans certains médias, la violence subie par certains riverains est souvent la plus mise en avant. Pourtant, **les premières victimes des dangers associés à la consommation de drogue restent leurs consommateurs** car, dans la rue, les risques sont nombreux.

Bien entendu, le plus évident est d'ordre sanitaire. Sur le marché clandestin, les vendeurs écoulent des produits à la composition inconnue et donc au degré de dangerosité incertain. Entre composition hasardeuse, produits de coupe dangereux voire toxiques et simples arnaques, les

produits circulants dans la rue comportent toujours un risque. "Au moins, les usagers qui viennent en salle ne s'injectent pas avec du matériel déjà utilisé", explique l'une des travailleuses du centre. Les risques de surdose sont également nombreux, avec l'issue souvent létale qu'on leur connaît.

« les premières victimes des dangers associés à la consommation de drogue restent leurs consommateurs »

Autre sujet, les **infections**. En effet, en se partageant aiguilles, seringues et pipes à crack, les usagers s'exposent grandement à la transmission de virus comme le VIH ou l'hépatite C. De plus, les plaies et lésions sur les mains et les lèvres accentuent les risques infectieux.

Enfin, certains consommateurs de drogues sont SDF, et leur état de santé est exposé aux risques communs à la vie dans la rue. Chaleur, froid, stress, rats... Sur les scènes ouvertes de consommation comme feu la « colline du crack », **les rongeurs « pullulent, courent sur les duvets, mordent les toxicomanes, dont certains présentent des plaies purulentes »**, expliquait ainsi auprès du Parisien Pierre Leyrit, directeur général de l'association Coordination Toxicomanies.

Des problématiques sanitaires auxquelles les salles de consommation à moindres risques apportent des réponses concrètes. « On observe **une baisse d'environ 70 % des passages aux urgences, des overdoses non fatales et des abcès et endocardites** », explique Marie Jauffret Roustide, chercheuse à l'INSERM, et co-auteure d'une large étude sur le sujet avec des confrères du CNRS, de l'EHESS, des universités de Strasbourg, Aix-Marseille et Bordeaux. Publié en 2021, ce rapport démontre également **une diminution de 90 % du risque de partage de matériel**.

Aux risques sanitaires s'ajoutent les **agressions physiques**. Dans la rue, les squats et sur les scènes ouvertes de consommation,

les violences entre consommateurs sont les plus courantes. Que ce soit dans les salles à réduction des risques, les espaces de repos ou lors des maraudes, les membres d'associations de soutien voient les plaies défiler, souvent anodines, parfois bien plus graves. Certains consommateurs se font également

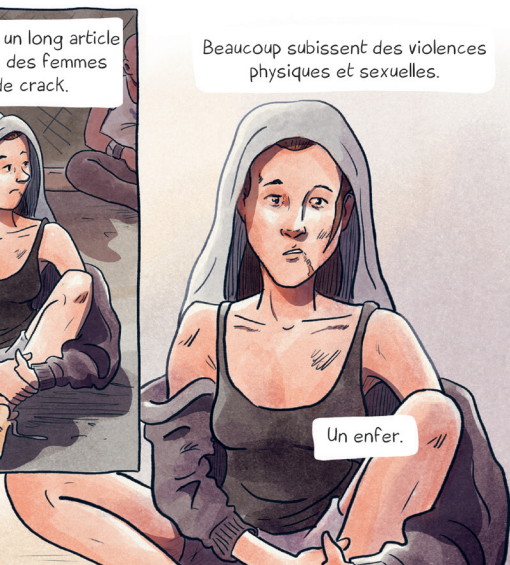
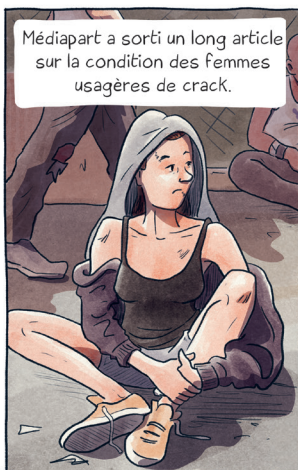
dépouiller de leurs effets personnels, papiers d'identité compris. Tout en bas de la hiérarchie informelle du monde qui se façonne sur les scènes ouvertes, les consommateurs de crack sont particulièrement isolés. Banban, l'un des usagers rencontrés par l'auteur, le confesse : « **La rue c'est l'enfer. Surtout quand tu prends du crack** ».

Un calvaire toujours plus infernal pour les femmes. Si elles ne représentent que 20% des consommateurs de crack identifiés de Paris, elles sont en très grande majorité victimes d'agressions sexuelles et de viol. « Régulièrement, on a des jeunes femmes qui arrivent en pleurs, en nous disant qu'elles ont été violées, parfois séquestrées et battues dans des tentes pendant plusieurs jours », explique Camille, une infirmière de Gaïa. Dans une longue enquête publiée en 2021, la journaliste Rozenn Le Saint s'est penché sur le sujet pour Mediapart. **Toutes les consommatrices de crack rencontrées lui ont confié avoir enduré des viols.** « Je me suis fait violer trois fois. Maintenant, je ne passe plus dans les rues où il n'y a personne, témoigne l'une d'entre elles. L'autre jour, j'y ai échappé, heureusement j'avais un jean et l'homme n'arrivait pas à l'ouvrir ». Les mineures ne sont pas épargnées. « Le pire, c'est la petite... Elle subit des viols

à répétition », commente une autre, désignant une « petite brune à la bouille enfantine errant dans les grilles du jardin d'Éole ».

Il ne faudrait toutefois pas croire que la brutalité subie n'est que le fait des consommateurs eux-mêmes. Au-delà des actions marginales de certains riverains excédés (en avril et mai 2021, des habitants du quartier Stalingrad avaient par exemple tiré aux feux d'artifices sur des usagers), la férocité institutionnelle à leur rencontre se transpose souvent par des violences bien physiques sur le terrain. **Les interpellations policières sont parfois musclées, et certaines pratiques pourtant interdites comme l'étrangement sont d'usage.**

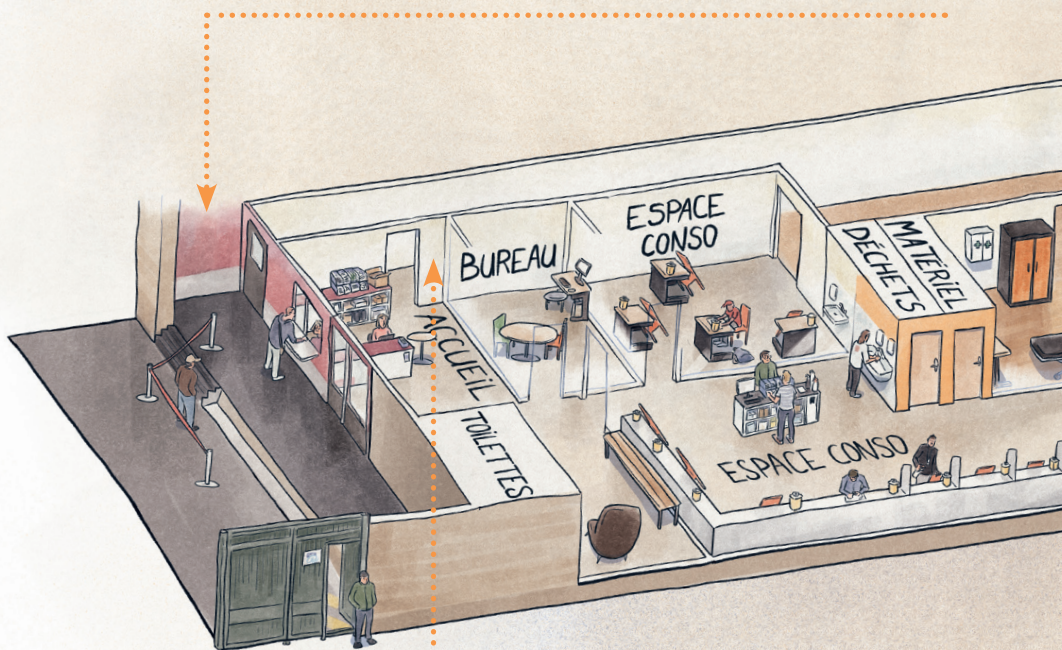
La préparation des **Jeux Olympiques** aggrave d'ailleurs cette situation, alors que les forces de police sont missionnées pour dégager toute trace de misère de la capitale. Dans un rapport publié le 3 juin, le collectif d'associations Le Revers de la médaille dénonce ainsi un « **nettoyage social** » en cours ciblant **plus de 12 000 personnes.** En charge du CAARUD, centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (cf. page 12 et 13 de ce dossier de presse), l'association Aides constate ainsi de nombreuses expulsions dans les stations de métro, ce qui impacte directement la fréquentation du site.



Pour accéder et s'enregistrer à la salle, il faut remplir deux conditions : être majeur et être injecteur actif, c'est-à-dire consommer sa substance par voie intraveineuse.

1

Avant d'accéder à l'Espace Gaïa, les usagers pénètrent dans un préau. « C'est une zone tampon entre la rue et la salle, qui permet d'échanger avec les médiateurs sur place ou avec les usagers, explique Victor Detrez, pharmacien et directeur adjoint du site. Un espace pour apaiser les tensions, et préparer l'entrée dans l'espace de consommation. »

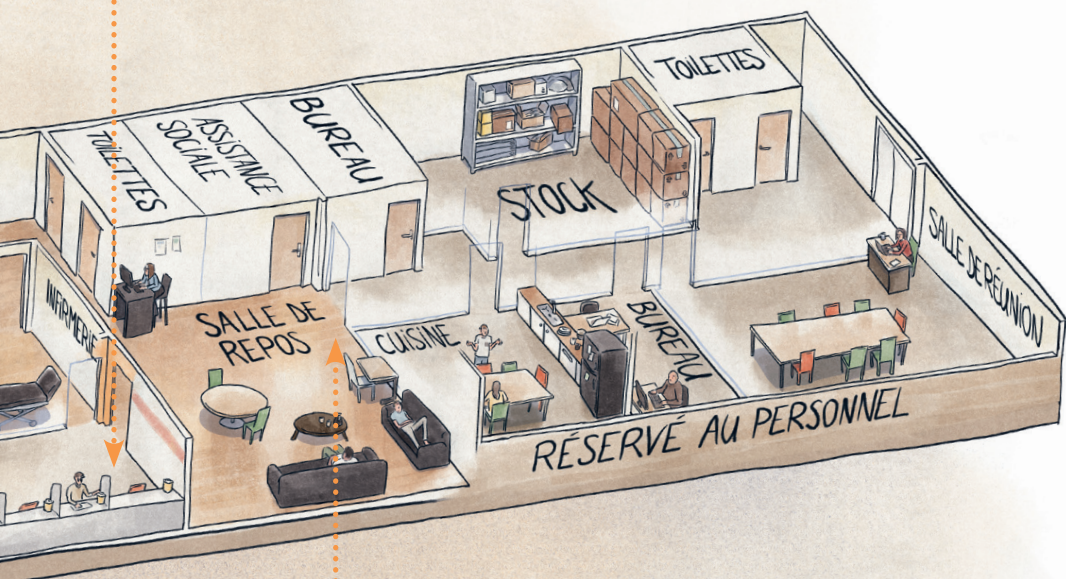


2

Les consommateurs entrent dans la salle un par un. Là, ils sont accueillis par deux personnes de l'Espace Gaïa et doivent donner leurs identifiants. Si c'est une première visite, ils répondent à un questionnaire d'inclusion, utile au personnel pour comprendre le parcours de vie, l'historique de prise en charge et la consommation de l'utilisateur. Sinon, ils présentent directement le produit et la dose qu'ils s'approprient à prendre.

3

Une fois dans l'espace de consommation, les usagers consomment le produit déclaré à l'accueil. Ils disposent d'une vingtaine de minutes, bien que le personnel soit assez souple sur la question. Dans la salle, deux salariés délivrent du matériel, des conseils de réduction des risques et supervisent les pratiques des personnes présentes.



4

S'ils le souhaitent, les consommateurs peuvent demander à l'accueil d'accéder directement à l'espace de repos, sans consommation. Ils peuvent également bénéficier d'un accès aux divers services de suivi social permis par l'Espace. Dans ce cas, ils sont pris en charge par les assistant.e.s sociaux présent.e.s sur place.

Quelques exemples des drogues et produits consommés à la salle de consommation à moindres risques. Précision importante : l'Espace Gaïa permet seulement les injections, et non pas les inhalations.

CRACK / COCAÏNE BASÉE

Le crack est produit en faisant dissoudre de la cocaïne dans de l'ammoniaque dilué ou du bicarbonate de soude mélangé à de l'eau (le produit est d'ailleurs surnommé « cocaïne basée »). La mixture est ensuite chauffée, donne de petits cailloux jaunâtres, et provoque un petit craquement sonore. Une réaction chimique à laquelle le produit doit son nom.

Le crack se consomme soit par inhalation, fumé à l'aide d'une pipe, soit par injection, à l'aide d'une seringue. Dans la salle de consommation, seule cette seconde option est autorisée. Une fois pris, le crack a un effet immédiat, plus rapide que celui de la cocaïne sniffée. En réponse, le sentiment de manque est démultiplié et pousse les usagers à consommer rapidement une nouvelle dose. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles les clients consomment le produit directement sur les lieux de vente.

La phase de redescende est particulièrement brutale, surtout après de longues sessions de consommation. Le consommateur est frappé d'épuisement et peut développer de l'anxiété, des hallucinations voire des délires paranoïaques. Sur le plus long terme, le produit peut entraîner dépression, complications respiratoires, problèmes cardio-vasculaires ou encore troubles neurologiques.



HÉROÏNE

Composé semi-synthétique produit à partir d'opium, l'héroïne prend la forme d'une poudre cristalline qui se dissout dans l'eau. Parfois, ses vendeurs y ajoutent de la caféine ou du paracétamol, pour en augmenter le poids et donc la valeur marchande. Sa prise peut prendre plusieurs formes : injection intraveineuse, sniff ou inhalation.

Une fois consommé, le produit procure un sentiment d'euphorie et d'apaisement apparaissant en quelques minutes et dont les effets se prolongent entre 3 et 5 heures. Un utilisateur régulier d'héroïne doit consommer toutes les 6 à 12 heures pour éviter les symptômes de sevrage.

Les effets létaux de cette drogue sont surtout liés aux risques récurrents de surdose et à la non-pureté des produits mis en vente.

SKENAN® / SULFATE DE MORPHINE

À la base, le skenan est un médicament antalgique prescrit pour soulager les patients atteints de cancers. Toutefois, la morphine est un opioïde et possède des effets similaires à ceux de l'héroïne, avec pour avantage d'être moins cher et moins dangereux, et est largement vendu sur les marchés noirs du médicament. Le produit représente une importante majorité des consommations à l'Espace Gaïa : près de 70 % en 2023.

MÉTHADONE

Médicament soulageant les douleurs graves, la méthadone est également un opioïde utilisé pour traiter la dépendance aux opioïdes et atténuer les symptômes liés à l'état de manque. Toutefois, les risques de surdose sont importants, et le produit fait l'objet d'une surveillance renforcée de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) depuis presque quinze ans. La méthadone est ainsi la première substance impliquée dans les décès chez les usagers de drogues.

On appelle cette seringue « insuline » (ou « insu »), car c'est le même modèle qui sert pour les gens qui ont du diabète. Elle fait 1 ml, mais on a toutes les tailles de seringue jusqu'à 60 ml !

Ça, c'est la cup, ou la gamelle. On y mélange le produit avec l'eau, puis on chauffe le tout et on filtre à travers le coton.

L'eau, c'est pour diluer le produit.

Celle-là est sertie, ça veut dire qu'elle a directement une aiguille, contrairement à certaines seringues pour lesquelles on peut en mettre différents types.

Le « tampon alcool » sert le plus souvent de torche pour chauffer la gamelle, il n'est plus recommandé pour la désinfection.

La lingette sert à désinfecter le point d'injection.

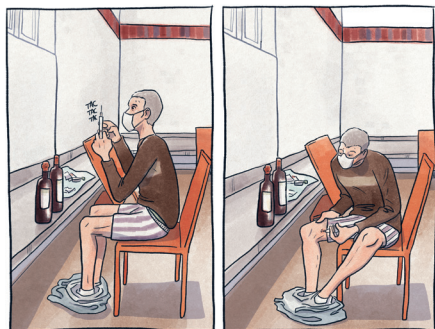
Et le tampon sec, c'est pour faire un point de compression afin de stopper le sang après injection.



« CRISE DU CRACK », RÉDUCTIONS DES RISQUES, ET RÉPRESSION

Quelques éléments de contexte historique

En 1983, une nouvelle drogue s'implante en France métropolitaine : l'**héroïne**. Ce dérivé de l'opium n'est évidemment pas le premier produit stupéfiant à poser des problématiques sanitaires dans le pays. Pourtant, dans un contexte de crise économique et de chômage, sa rapide prolifération dans la capitale parisienne la rend vite visible. Sur l'îlot de Chalon, petit quartier à proximité de la gare de Lyon, consommateurs et trafiquants affluent. « *Soudain, les dealers de drogues investissent davantage les rues aux yeux de tous* », écrit l'historien et chercheur français Alexandre Marchant, dans *L'impossible Prohibition* (2018, Perrin). Et si, « *loin du regard public, on se met à mourir en silence dans les cages d'escaliers des barres HLM vouées à devenir zones urbaines sensibles* », l'attention se concentre sur ces scènes ouvertes. La consommation de drogue dans l'espace public attire les projecteurs et augure le cadrage médiatique et politique à l'égard du crack dans les années futures.



L'inquiétude de l'époque est alors justifiée par le contexte sanitaire des années 1980. Aux ravages de l'héroïne se mêle un second fléau : le **VIH**. Les morts s'accumulent, et le partage de seringues mal stérilisées entre usagers favorise la transmission du virus.

Pour tenter d'endiguer ces drames humains, **Médecins du Monde** décide de mettre en place un programme d'échange de seringues. Encore illégale, la démarche insère pourtant dans l'espace médiatique une nouvelle approche : la **réduction des risques (RdR)**. Et déjà les premières controverses émergent et révèlent le conflit entre deux ministères. En 1987, la ministre de la Santé Michèle Barzach se fait l'avocate de la RdR. Son homologue de l'Intérieur, Charles Pasqua, lui répond en ces termes : « *il faut une certaine naïveté pour imaginer que les toxicomanes soient accessibles aux règles d'hygiène qu'on voudrait leur faire observer (...) Je crains que cette mesure n'apparaisse comme l'illustration d'un certain fatalisme à l'égard des comportements toxicomanes les plus graves.* » Cette tension entre le ministère de la Santé et de l'Intérieur est toujours présente aujourd'hui, et conditionne le soutien ou non accordé à la réduction des risques. Dans ce contexte, les progrès de la RdR sont bien plus le fait des associations et des militants, essayant action après action de faire avancer le débat. Un combat laborieux qui rencontre quelques victoires, comme en 2004, où la loi française reconnaît la place de la RdR et l'inscrit dans le code de santé publique nationale.

« **Soudain, les dealers de drogues investissent davantage les rues aux yeux de tous** »

En **1989**, une nouvelle substance débarque à Paris. C'est le **crack**, « caillou » en provenance des Antilles, inhalation mais aussi par injection. Des marchés noirs du produit se mettent en place sur quelques stations de la ligne 9, et peu à peu ses consommateurs se regroupent au niveau de la place Stalingrad. Une scène de consommation y voit le jour, et

en 1994, une manifestation massive de riverains amorce un tournant musclé. Un collectif se forme même, le CAC (Collectif Anti-Crack), et braque les projecteurs médiatiques sur sa position radicale. Sur place, la sociologue Anne Coppel tente pourtant d'expliquer que **la réponse ne peut pas être seulement répressive**, le problème étant d'abord d'ordre sanitaire et social. Mais elle est huée par les manifestants, accusée de « complicité » avec les « toxicos ». Les forces de l'ordre évacuent de force les « crackeux » de la place Stalingrad, et la consommation du « caillou » s'éparpille un peu partout dans la capitale. Après quelques années d'errance, Stalingrad est en 2001 à nouveau investi par les consommateurs de crack. La même année, le maire du 19^e arrondissement Roger Madec le reconnaît : « *La seule répression policière ne peut résoudre sur le long terme un tel problème.* » Mais l'approche punitive prime encore, les quelques centaines de consommateurs sont peu à peu repoussés vers le nord de Paris, et s'installent sur un terrain vague jouxtant la Porte de la Chapelle. Là, cachée par l'imposant échangeur autoroutier et les travaux de réaménagement de la Plaine Saint-Denis, une scène ouverte se met en place. La tristement célèbre « colline du crack » est née.

À compter de sa naissance, la « **colline du crack** » se développe et devient une place forte de la vente et de la consommation du crack. Entre 2005 et 2019, **la police tente d'évacuer les lieux à quinze reprises**. À quinze reprises, les consommateurs reviennent sur

« La seule répression policière ne peut résoudre sur le long terme un tel problème. »

place sitôt le dos des autorités tourné. Mais ce jeu de va-et-vient prend fin en 2019. Le préfet de Paris Didier Lallement, tout juste entré en fonction, entend bien taper du poing sur la table, et Christophe Castaner, alors ministre de l'Intérieur, promet de régler le problème de la « colline du crack » d'ici Noël. Une tendance répressive poursuivie par Gérard Darmanin, son successeur à

la place Beauvau.

Le camp est définitivement démantelé en novembre 2019, et les consommateurs de crack se retrouvent porte d'Aubervilliers. En 2020, ils sont à nouveau chassés des lieux et s'installent, une fois n'est plus coutume, à Stalingrad. Puis, en mai 2021, les forces de l'ordre les déplacent dans le 18^e arrondissement, dans les jardins d'Éole. Deux mois plus tard, après plusieurs mobilisations et même des attaques au mortier d'artifice de certains riverains inquiets, l'accès au parc leur est interdit. Sans solution, ils restent aux abords des jardins d'Éole, dans la rue Riquet. Deux nouveaux mois passent, et en septembre 2021, les autorités les évacuent vers la place Auguste Baron, toujours dans le 19^e arrondissement. Les déplacements se poursuivent, un temps vers le Square Forceval à proximité de la Porte de la Villette, avant son démantèlement en 2022 et l'interdiction du rassemblement de consommateurs dans l'espace public. Depuis, les usagers errent de lieux de consommations en lieux de consommations, et **leur exclusion de l'espace parisien et même francilien s'intensifie à l'approche des Jeux Olympiques**, dans ce que le collectif associatif Le Revers de la Médaille qualifie de « *nettoyage social* ».



AU-DELÀ DE LA CONSOMMATION

Au-delà de la prévention sanitaire, la salle de consommation de l'Espace Gaïa remplit d'autres fonctions et s'inscrit dans un large écosystème associatif.

La salle de consommation à moindres risques sert-elle seulement à consommer ? Pas vraiment. Derrière sa mission sanitaire, elle est aussi **une porte d'entrée pour une politique d'accompagnement et de suivi des usagers** concernés. Comme l'explique José, l'un des cadres de l'association Gaïa, c'est un peu le premier maillon de la chaîne.

« Les usagers qui viennent sont souvent ceux plongés dans une situation de précarité », explique Victor Detrez, pharmacien et directeur adjoint de l'Espace Gaïa. « Certains vivent dans la rue, et la consommation de drogues les a parfois coupés de leurs proches, familles ou amis. » La salle permet ainsi de créer un lien social et d'établir un lien de confiance. Souvent confrontés à de sérieuses difficultés matérielles et administratives, les consommateurs peuvent également être aidés par les équipes de l'association. « Nous pouvons les assister dans certaines de leurs démarches, pour renouveler leurs titres d'identités, ou s'engager dans

« Une porte d'entrée pour une politique d'accompagnement et de suivi des usagers »

un programme de réinsertion par exemple ». Sur place, la Sécurité sociale assure d'ailleurs une fois par semaine une permanence, pour aider les usagers à ouvrir leurs droits ou décoincer certains dossiers.

Bien sûr, la salle ne peut pas faire toute seule et redirige souvent vers d'autres structures spécialisées. L'association Aurore et son dispositif Assore par exemple, qui travaille depuis 2015 à l'hébergement et l'accompagnement de consommateurs de crack. Ou encore « Un chez-soi d'abord Paris », programme permettant de reloger des personnes sans-abri ayant des troubles psychiques.

L'Espace Gaïa peut également intervenir auprès de personnes en grande difficulté psychique ou assurer des cellules d'écoute pour recevoir des récits de violence, pour les consommatrices ayant subi des agressions sexuelles par exemple. « Nos équipes sont formées à accueillir des récits de violences, détaille Victor Detrez. Cela permet aux usagers



de mettre des mots sur ce qu'ils vivent, sur les différentes violences qu'ils traversent. Dans certains cas, nous les aidons même à porter plainte. » Autant d'accompagnements au service d'un postulat : respecter le libre-arbitre des consommateurs et partir de la demande des usagers. « Ils sont trop souvent traités comme s'ils étaient des sous-humains, des zombies qui n'ont pas les mêmes droits que les citoyens normaux. Normaux, au sens non dépendant de stupéfiants, bien sûr », déplore Céline Debaulieu, formatrice en réduction des risques, fondatrice de la salle de consommation de Paris et référente sur la réduction des risques à Médecins du Monde.

« Ils sont trop souvent traités comme s'ils étaient des sous-humains »



Pourquoi ne pas tous les sevrer, comme le préconisent certains hommes politiques ? « Parce que le réel ne fonctionne pas comme ça », explique Ernst Wisse, travaillant pour Médecins du Monde sur ses programmes de réductions de risques à l'international. « En Afghanistan, ils ont enfermé les consommateurs de drogues dans des camps, les ont battus, torturés, affamés, sevrés de force.

Et pourtant, lorsqu'ils en sont sortis, ils ont très vite repris leur consommation ». Souvent critiquée comme une posture complaisante à l'égard des « toxicos », la réduction des risques est pourtant une approche qui se veut pragmatique. « **L'addiction, c'est un vrai problème médical.** La contrainte seule ne peut pas la résoudre, la preuve en est avec les résultats inopérants de la politique répressive adoptée depuis des décennies. »

De fait, la salle et la réduction des risques s'attaquent aux idées reçues sur la supposée responsabilité des usagers. « Ceux qui disent qu'ils méritent ce qui leur arrive, qu'après tout ils ont choisi de tomber dans la drogue... **C'est un discours qui méconnaît le contexte socio-économique derrière** », estime Céline Debaulieu. Le cas des consommateurs migrants en est un bon exemple. « La plupart d'entre eux, lorsqu'ils arrivent en France après un périple traumatique, n'ont jamais consommé, raconte Victor Detrez. Mais une fois à Paris, la plupart sont contraints de se retrouver dans la rue, et finissent souvent dans les scènes ouvertes. Là, au milieu d'usagers, en situation de détresse financière et psychologique aiguë, ils cèdent souvent et prennent des substances. »

De manière plus large, de nombreux chercheurs alertent sur le potentiel de plus en plus addictogène de nos sociétés contemporaines. Pour Christian Ben Lakhdar, professeur à l'Université de Lille et spécialiste des conduites addictives, l'un des facteurs identifiés est socio-économique : « la montée des inégalités et de la pauvreté favoriserait la consommation de substances psychoactives. Car, prises dans la même course que les autres, les populations précaires doivent, elles aussi, tenir le coup et donc consommer ».

Conscients de ce contexte, les acteurs de la réduction des risques ne manquent d'ailleurs pas de le répéter. « Les salles de consommation sont absolument nécessaires, mais elles ne font pas de miracles », explique Ernst Wisse. « **La lutte contre les drogues et les addictions, c'est aussi un combat économique et social.** »

AILLEURS EN FRANCE ET DANS LE MONDE

LES AUTRES SALLES DE CONSOMMATION EN FRANCE :

Aujourd'hui, **seules deux salles de consommation existent sur le sol français**. Celle de l'Espace Gaïa dans le 10^e arrondissement parisien, et une autre à Strasbourg. Ailleurs en France, d'autres projets étaient en préparation mais n'ont jamais pu voir le jour, signe de temps compliqués pour la réduction des risques. À Lille, la salle était même sur le point d'ouvrir et les salariés déjà recrutés, avant l'annulation.

Le futur même de l'Espace Gaïa n'est pas garanti. Son ouverture en 2016 était une expérimentation, et son existence ne sera pérennisée ou non qu'en 2025. Si les différents rapports montrent les conséquences positives de la salle, la tendance à nouveau répressive à l'égard de la réduction des risques soulève quelques inquiétudes.



LA RÉDUCTION DES RISQUES DANS LE MONDE :

Dans le monde, 130 salles de consommations à moindres risques se trouvent au Canada, en Australie, aux États-Unis (à New York) et dans les quelques pays européens que sont les Pays-Bas (une trentaine de salles), l'Espagne, le Portugal, l'Allemagne, la Norvège, la Suisse, la Grèce et, donc, la France. En parallèle, des programmes de réduction des risques (échange de seringues par exemple) sont mis en place dans d'autres pays, comme la Tanzanie, la Birmanie, le Gabon, la Géorgie, l'Irak ou encore l'Arménie.

LE CAS DU FENTANYL :

Le contexte actuel du marché des drogues fait émerger de nouvelles substances, toujours plus puissantes, bon marché et létales. Parmi elles, le fentanyl, véritable fléau sanitaire et social outre-Atlantique. À l'origine utilisé pour soulager les douleurs des patients atteints de cancer en phase terminale, ce produit analgésique puissant (100 fois plus que la morphine, 50 fois plus que la cocaïne) et extrêmement addictif est responsable de 107 491 décès en 2022, aux États-Unis. La plupart des spécialistes estiment que **son arrivée en Europe n'est plus qu'une question de temps**.



QUELQUES CHIFFRES

42 800

Chez les **15-64 ans**, entre 2010 et 2019, l'Observatoire Français des Drogues et des Tendances addictives note que le **nombre de consommateurs de crack** est passé de **12 800 à 42 800**.
Soit une augmentation de **330 %**.

2,4 MILLIARDS D'EUROS

C'est le coût que représente
la **répression des drogues en France**.

2,304 TONNES

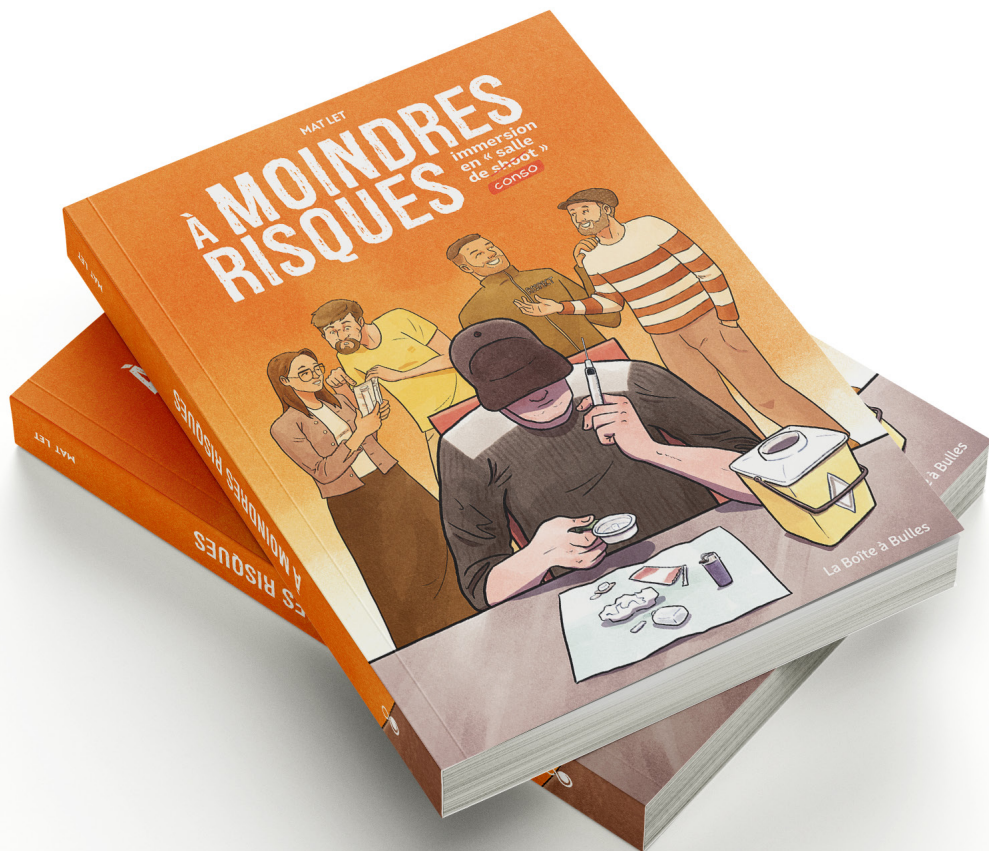
C'est la **quantité de cocaïne** (nécessaire à la confection du crack) **produite dans le monde en 2021**, selon les derniers chiffres de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime. Une production principalement centrée en Amérique Latine (Colombie, Pérou, Bolivie notamment), à destination des marchés américains et européens, et depuis peu asiatiques et africains.

7 800 TONNES

C'est la **quantité d'opium** (nécessaire à la préparation de l'héroïne) **produite dans le monde en 2023**, selon les derniers chiffres de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime. La Birmanie est la nouvelle championne du secteur, profitant de la décision des talibans d'interdire en Afghanistan la production de pavot.

80,2 %

C'est la part des **Français favorables aux salles de consommation à moindres risques**, selon un rapport de l'INSERM de 2021. Il révèle également une **diminution significative des seringues abandonnées** dans l'espace public, leur nombre ayant été **divisé par 3** depuis l'ouverture de l'espace Gaïa.



SORTIE LE 21 AOÛT 2024

22,00 € - 192 pages couleur - 16,5 x 24.0 cm - ISBN : 9782849535059

CONTACTS PRESSE

Pour La Boîte à Bulles :

Julien SIMON / julien@la-boite-a-bulles.com - 06 17 41 69 44

Coralie JUGAN / coralie@agence-presse.com - 06 12 97 78 63

Pour Médecins du Monde :

Djéné Diané / djene.diane@medecinsdumonde.net - 06 09 17 35 59

Aurélié Godet / aurelie.godet@medecinsdumonde.net - 06 69 76 31 18

CONTACTS LIBRAIRIES ET FESTIVALS

Antoine Beauclair / antoine@la-boite-a-bulles.com - 06 25 39 22 95

Cécile Bonzon / cecile@la-boite-a-bulles.com - 07 83 99 28 76



 La Boîte à Bulles